

Claudine

EL SALVADOR

libre

international

organe d'information du



édition française

3F - N° 14

Paris, 11 septembre 1981



**... le
droit
de
vivre**

60 P 11790

Le 21 septembre 1924 fut fondée la Fédération Régionale des Travailleurs du Salvador (FRTS), centrale syndicale unique. "La régionale", comme la surnommait le peuple depuis sa fondation tint un rôle de premier ordre dans l'organisation du mouvement syndical, à la ville et à la campagne: des syndicats furent créés; dans les villages et domaines agricoles des ligues paysannes et des coopératives furent fondées. La "Régionale" créa l'Université Populaire et lutta pour l'établissement de la journée de huit heures. A la campagne son principal mot d'ordre fut la lutte pour la réforme agraire démocratique qui comprenait la repartition des terres entre les paysans, la disparition des grands domaines agricoles, la suppression des formes féodales d'exploitation, le développement du crédit agricole, l'aide technique ...

La "Régionale" s'est liée au mouvement ouvrier international: en 1927 elle était représentée par son délégué, le cordonnier David Ruiz, au congrès de la Fédération Américaine du Travail qui s'est tenue aux Etats-Unis. L'année suivante elle participait au congrès de la Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine (CROM) et à cette occasion elle était représentée par les délégués Gumersindo Ramirez (cordonnier) et Raúl B. Monterrosa (menuisier). En 1929, la "Régionale" participait au Premier Congrès Syndical des Travailleurs Latino-américains qui se déroulait à Montevideo, Uruguay. C'est au cours de ce congrès que fut prise la décision de créer la Confédération Syndicale Latino-américaine (CSLA).

D'autre part, en accord avec ses engagements anti-impérialistes, la "Régionale" décida d'envoyer un contingent d'hommes se mettre aux ordres du général Sandino, qui dirigeait la lutte de son pays contre l'agression américaine.

Beaucoup de Latino-américains de passage pour le pays voisin, trouvaient au Salvador, auprès de leurs camarades de la "Régionale" accueil et aide matérielle, avant de rejoindre le général Sandino. Les blessés de guerre, sur le chemin du Mexique, y recevaient également les premiers secours...



1932

EDITORIAL

Le 28 août dernier la France et le Mexique faisaient publier une déclaration commune d'une importance internationale transcendentale, aussi bien pour le peuple salvadorien et l'Amérique latine en général que pour la cause de la paix dans le monde. Par cette prise de position, ces deux pays, dont le prestige sur la scène internationale est indiscutable, apportaient leur contribution déterminante à une solution de paix au conflit salvadorien.

Le texte de cette déclaration est dans ce sens hautement significatif. Sans doute, chacun de ses termes fut méticuleusement pesé par les deux parties signataires... Devons-nous dire combien il nous satisfait, en même temps qu'il nous engage à prouver, devant la communauté internationale, notre volonté de dialogue comme voie nécessaire à une solution négociée au conflit qui nous oppose à la junte militaire et au gouvernement américain.

Au nom du peuple salvadorien nous saluons cette initiative, qui honore ses promoteurs. En reconnaissant en nous une "force politique représentative" la déclaration franco-mexicaine met en échec la politique manichéenne de l'administration Reagan, qui feignant d'ignorer les causes nationales de notre lutte de libération, ne voit en nous que des "subversifs" et des "terroristes" obéissant aux ordres de l'URSS et de Cuba.

Nous regrettons que Monsieur Duarte se précipite un peu trop pour ne pas considérer qu'une porte est ouverte...

En qualifiant la démarche franco-mexicaine — le soir même de la publication du texte — d'"interventionnisme" il fait montre, une fois de plus, de son manque de réalisme, à la fois qu'il se ridiculise devant les peuples du monde entier, qui voient que ce sont les Etats-Unis qui interviennent dans les affaires de notre pays, que ce sont les millions de dollars et les conseillers américains qui sont à l'origine des souffrances de notre peuple.

En agissant ainsi Mr. Duarte prend une lourde responsabilité, car désormais il est clair que la continuation du conflit sous sa forme militaire, ne dépend que de lui. Le peuple salvadorien ne s'arrêtera jamais dans le chemin de sa libération, fût-ce au prix d'encore plus de sacrifices. Plus que jamais il est prêt, ce peuple, à aller jusqu'au bout, en utilisant tous les moyens, politiques et diplomatiques, et s'il le faut, les armes.

**« IL EST LÉGITIME
QUE L'ALLIANCE
PARTICIPE A L'INSTAURATION
DES MÉCANISMES
DE NÉGOCIATION »**

Voici le texte de la déclaration franco-mexicaine remise vendredi au président du Conseil de sécurité des Nations unies :

« Convaincus qu'il appartient au peuple salvadorien, et à lui seul, de trouver une solution juste et durable à la crise profonde que traverse ce pays, mettant ainsi fin au drame que vit la population ;

» Conscients de leurs responsabilités en tant que membres de la communauté internationale et s'inspirant des buts et des principes de la Charte des Nations unies ;

» Tenant compte de l'extrême gravité de la situation actuelle et de la nécessité de changements fondamentaux dans les domaines sociaux, économique et politique ;

» Les gouvernements français et mexicain reconnaissent que l'alliance du Front Farabundo Marti pour la libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire constitue une force politique représentative, disposée à assumer les obligations et à exercer les droits qui en découlent. En conséquence, il est légitime que l'alliance participe à l'instauration des mécanismes de rapprochement et de négociation nécessaires à la solution politique de la crise ;

» Les gouvernements français et mexicain rappellent qu'il appartient au peuple du Salvador d'engager un processus de solution politique globale dans lequel sera établi un nouvel ordre interne, seront restructurées les forces armées et seront créées les conditions qui assurent le respect de la volonté populaire, exprimée à travers des élections authentiquement libres et d'autres mécanismes propres à un système démocratique ;

» Ils lancent un appel à la communauté internationale pour que, notamment dans le cadre des Nations unies, celle-ci assure la protection de la population civile selon les normes internationales applicables et facilite le rapprochement entre les représentants des forces politiques salvadoriennes en lutte, afin de rétablir la concorde dans ce pays et afin que soit évitée toute ingérence dans les affaires intérieures du Salvador. »

LE MATIN
DE PARIS

Salvador : la détermination française

A PRES l'élection de François Mitterrand, les dirigeants des organisations de gauche de l'Amérique centrale manifestèrent un véritable enthousiasme. Au Guatemala, au Salvador, où être dans l'opposition c'est lutter pour sa vie, au Nicaragua, où la jeune révolution doit faire face à de lourdes menaces à l'extérieur, chez les dirigeants cubains, l'arrivée au pouvoir en Europe d'un président socialiste apparaissait comme une lueur d'espoir dans un horizon très sombre.

L'espoir n'aura pas été déçu : la France — dans une déclaration commune avec le Mexique — vient d'apporter son soutien et de légitimer les fronts d'opposition à la junte au pouvoir au Salvador. Cette reconnaissance implicite du Front Farabundo-Martí de libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire intervient au moment même où les Etats-Unis envisagent d'accroître leur aide économique et militaire au Salvador pour contrer le soutien « que Cuba apporte à l'insurrection », selon l'expression du secrétaire d'Etat, Alexander Haig.

L'Humanité

« Le Front Farabundo Martí est toujours disposé au dialogue »

— On dit généralement qu'il n'y a pas d'autre solution au Salvador qu'une négociation...

Le FMLN maintient sa disposition à dialoguer avec tous ceux qui veulent contribuer à une solution juste du conflit, à condition qu'elle n'implique pas de compromission en ce qui concerne le droit de notre peuple à l'autodétermination. Dialoguer, cela ne signifie pas baisser les bras, cesser la bataille ou abandonner les aspirations exprimées par le FMLN et le FDR. Cela ne veut pas dire non plus que la négociation est l'unique solution.

De toute façon, la junte et les Etats-Unis s'y refusent, il y a eu, depuis le 10 janvier, plusieurs tentatives de médiation menées notamment par l'Internationale socialiste. La réponse a toujours été négative. Nous ne refusons pas de négocier, mais Reagan et Duarte, eux, ne veulent pas en entendre parler.

Le Monde

Salvador : Castro félicite la France

La déclaration franco-mexicaine reconnaissant les guérilleros est critiquée au Venezuela et à Washington

Fidel Castro s'est félicité de la déclaration commune franco-mexicaine reconnaissant la représentativité politique des mouvements de gauche en lutte armée contre la junte du Salvador. En revanche, le parti gouvernemental vénézuélien, de même que le *Washington Post*, ont critiqué cette initiative.

Le chef de l'Etat cubain estime « très positive, bonne et juste » la déclaration publiée conjointement à Paris et à Mexico vendredi soir, dans laquelle est affirmée la représentativité des deux fronts d'opposition à la junte salvadorienne. L'agence officielle Prensa Latina a transmis cette déclaration de Fidel Castro au journal *Barricada*, organe officiel du Front sandiniste au pouvoir au Nicaragua. Cette décision, précise le chef de la révolution cubaine, « honore le Mexique comme la France ».

Tel n'est pas l'avis du responsable des relations internationales du Parti démocrate chrétien vénézuélien (COPEI) au pouvoir à Caracas, Leopoldo Castillo, qui, après avoir qualifié la France de « nation colonialiste » et le Mexique d'« exemple peu flatteur de démocratie puisque le pluralisme n'existe

pas », a reproché aux deux pays d'« inciter tacitement la droite salvadorienne à internationaliser le conflit ». En revanche, l'ancien président social-démocrate Andres Perez a fait l'éloge de la « portée internationale » de la déclaration franco-mexicaine.

A Paris, un porte-parole du Quai d'Orsay a expliqué hier que le communiqué, dont les Etats-Unis avaient été informés auparavant, avait pour but de « montrer que le problème du Salvador doit être réglé par les Salvadoriens eux-mêmes ». Il a jugé « modérée » la réaction américaine. Aux Etats-Unis, enfin, le *Washington Post* a critiqué hier, dans un éditorial, la déclaration commune et, à un moindre degré, la dénonciation, par le secrétaire d'Etat Alexander Haig du « terrorisme » des guérilleros salvadoriens et du rôle joué selon lui par Cuba.

En ce qui concerne la France, le *Post* évoque la « politique étrangère hybride » du président François Mitterrand, qui veut prouver qu'en dépit de ses positions fermes sur la défense européenne et les relations avec l'URSS, « son cœur est à gauche ». Quant aux Mexicains, ils sont accusés d'équilibrer une politique intérieure largement à droite par « une approche théâtralement à gauche des affaires étrangères ».

En ce qui concerne le secrétaire d'Etat Alexander Haig, le *Washington Post* estime qu'il s'acharne « à présenter le conflit dans les termes rigides d'un combat des forces de la lumière et de l'ombre », et exagère le rôle joué par Cuba. Il s'agit là, affirme le quotidien, d'une « erreur de perspective », moins énorme cependant que « celle de ces Européens qui déclarent que les guérilleros sont simplement de bons socialistes ».

Le geste franco-mexicain, conclut le journal, ne peut qu'inciter les deux parties à rechercher une solution militaire au conflit.

Salvador : protestations sud-américaines au communiqué franco-mexicain

REAGISSANT au communiqué franco-mexicain, qui reconnaissait vendredi le caractère d'une « force politique représentative » aux fronts salvadoriens de guérilla, le gouvernement vénézuélien vient de rappeler ses ambassadeurs de Paris et de Mexico. Dans une allocution radiotélévisée, Luis Herrera Campins, président du Venezuela et vieil ami chrétien-démocrate du chef de la junte salvadorienne, a jugé cette initiative de « deux pays amis » comme « très grave ».

A Washington, on attend une déclaration commune du Venezuela, de la Colombie et de l'Argentine dénonçant cette reconnaissance comme une ingérence dans les affaires intérieures du Salvador. Discuté mardi soir à Washington par ces trois pays, le texte définitif sera soumis à l'approbation d'autres pays sud-américains. Entre-temps, des positions similaires ont déjà été prises par le Pérou et le Guatemala.

En revanche, le représentant américain Thomas Peeri,

en mission au Nicaragua, a exprimé son espoir que l'initiative franco-mexicaine constituerait « un véritable effort pour résoudre » la crise salvadorienne. Explicite le sens de cette démarche, le ministre mexicain des Affaires étrangères, Jorge Castaneda, a déclaré mardi qu'elle constituait un appel à la communauté internationale pour que « prenne fin le sacrifice inutile de vies humaines », en rappelant que plus de 20 000 personnes ont été tuées dans ce pays au cours des derniers dix-huit mois.

Réaction modérée de Washington

Pour Reagan, la déclaration française n'est pas un désastre complet. Mais les USA continuent à soutenir à fond la junte contre les terroristes téléguidés par Cuba et Moscou.

Washington — de notre correspondant
Une déclaration « qui ne nous aide pas beaucoup », mais qui « n'est pas un complet désastre ». C'est ainsi que, en privé, un haut fonctionnaire du département d'Etat caractérisait vendredi soir l'initiative franco-mexicaine sur le Salvador. Officiellement, toutefois, la réaction de la diplomatie américaine était bien plus conciliante :

Ce texte contient « plusieurs points importants avec lesquels nous sommes d'accord », a en effet souligné un porte-parole du département d'Etat avant de citer : 1) l'inquiétude qu'il exprime pour les souffrances du peuple salvadorien, 2) la reconnaissance que c'est à ce peuple seul, hors de toute ingérence étrangère, qu'il revient de décider de son avenir et 3) l'appel à des élections véritablement libres. La voix officielle du gouvernement ajoutait immédiatement que Washington continue à soutenir à fond le régime Duarte dans ses efforts pour organiser, en mars 1982, des élections en vue de la formation d'une assemblée constituante. Elections, ajoutait-elle, auxquelles sont conviés tous ceux qui acceptent de déposer les armes. En passant, le porte-parole a glissé : « Nous estimons, toutefois, que le front démocratique révolutionnaire et le front de libération national Farabundo Martí ne représentent qu'une fraction de l'éventail politique salvadorien ».

Puis il a répété que les Etats-Unis sont prêts, si on le leur demande, à se joindre à d'autres pour aider au bon déroulement du processus électoral.

Si l'on songe que cette réaction officielle a été enregistrée quelques heures à peine après une conférence de presse au cours de laquelle le secrétaire d'Etat Alexander Haig avait ouvertement ac-

cusé les maquisards salvadoriens de se livrer à « du terrorisme pur et simple », téléguidés par Cuba et Moscou, il est évident que l'administration Reagan a dû faire un effort pour accepter si calmement le communiqué franco-mexicain et jouer aussi adroitement sur les mots pour éviter de faire apparaître à quel point les deux positions sont incompatibles.

La presse américaine de samedi n'était d'ailleurs pas dupe : « La France et le Mexique viennent de porter un coup sévère au régime salvadorien soutenu par Washington... » entamait par exemple le *Washington Post* avant de spéculer sur les risques de confrontation entre l'administration Reagan, Mexico et « le gouvernement socialiste très réservée sur le plan diplomatique ».

Le moins qu'on puisse dire cependant c'est que, depuis l'élection de Mitterrand, cette « réserve diplomatique », on peut l'observer au moins aussi souvent à Washington qu'à Paris. Ce fut particulièrement notable lorsque, en arguant du fait qu'il s'était engagé à honorer tous les contrats dont il avait hérité de son prédécesseur, le gouvernement français avait annoncé la reprise des livraisons de matériel militaire à la Lybie. Alexander Haig et le reste du gouvernement américain étaient furieux mais ils ont pris le plus grand soin de ne pas laisser ce différend apparaître au grand jour. Manifestement, si l'administration Reagan est bien décidée à démontrer sa force et sa détermination à ceux qu'elle considère comme ses ennemis (qu'ils s'appellent Khaddafi ou Kim Il Sung), elle est tout aussi soucieuse d'éviter un conflit ouvert avec ses alliés, tant que cela sera possible.

Dans le cas du communiqué franco-mexicain, un autre facteur explique la pondération américaine : Washington est convaincu que la France a eu un rôle modérateur dans la rédaction d'un texte qui, si Lopez Portillo avait eu gain de cause, ne se serait sans doute pas contenté de reconnaître la légitimité du FDR et du FLNFM. Car, pour le département d'Etat, le « complet désastre » aurait consisté à déclarer qu'un état de guerre civile existe au Salvador, avec pour conséquence de donner aux partis de gauche le même statut de représentativité que celui de la junte. Or, comme le font observer les fonctionnaires américains, ni la France ni le Mexique n'ont rompu leurs relations diplomatiques avec le gouvernement Duarte. En revanche, Washington aimerait bien savoir si, sur la base de la déclaration envoyée à l'ONU vendredi, Paris et Mexico ont l'intention de chercher un soutien international pour la gauche salvadorienne.

A moins que, comme le souhaitent certains fonctionnaires du département d'Etat, Washington n'espère qu'à terme la France et le Mexique servent d'intermédiaires pour justement distendre les liens que la gauche salvadorienne entretient avec La Havane. Les partisans de cette idée se recrutent bien sûr parmi les spécialistes de la région et non parmi les intimes de Ronald Reagan. Mais ils ne désespèrent pas d'arriver à se faire entendre le jour où leurs dirigeants auront enfin découvert la complexité des problèmes internationaux et les risques d'une politique aussi aveuglément bi-polaire. S'ils le découvrent un jour...

Nina SUTTON

SALVADOR La junte proteste auprès de Paris et de Mexico

A la suite de la déclaration franco-mexicaine reconnaissant la représentativité de l'opposition de gauche au Salvador (voir « le Quotidien » d'hier), le président de la junte, M. Napoleon Duarte, a envoyé des lettres de protestation à Paris et à Mexico. M. Duarte a qualifié « d'inadmissible » l'initiative franco-mexicaine. A La Havane, commentant cette même initiative, M. Fidel Castro a adopté, naturellement, une position toute différente. Il a estimé que l'attitude des deux pays signataires du communiqué reconnaissant la représentativité de la guérilla et se prononçant pour l'établissement d'un « nouvel ordre interne » au Salvador était une décision « très positive, bonne et juste ». Le « lider maximo » a

ajouté que cette prise de position honore la France comme le Mexique. A Washington, le quotidien « Washington Post » a réagi hier, dans un éditorial très critique, contre l'attitude de la France et du Mexique. En ce qui concerne la France, le « Washington Post » évoque la « politique étrangère hybride » du nouveau président François Mitterrand, qui veut prouver qu'en dépit de ses positions fermes sur la défense européenne et les relations avec l'URSS, « son cœur est à gauche ». Quant aux Mexicains, ils sont accusés d'équilibrer une politique intérieure largement à droite par « une approche théâtralement à gauche des affaires étrangères ».

NOUS SALUONS

TRÈS CHALEUREUSEMENT LA FÊTE DE L'HUMANITÉ ET NOUS REJOUISSONS DE POUVOIR RENCONTRER À CETTE OCCASION NOS CAMARADES SOUS LE SIGNE DE L'ESPOIR ET DU CHANGEMENT !

LA LUTTE HÉROÏQUE DE NOTRE PEUPLE AVANCE, ET LES SUCCÈS REMPORTÉS, TANT SUR LE PLAN POLITICO-MILITAIRE QUE SUR LE PLAN DIPLOMATIQUE SONT ÉCLATANTS.

CEPENDANT, LES RISQUES D'UNE RIPOSTE DÉSESPÉRÉE DE LA JUNTE ET DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN S'ACCROISSENT ENCORE DAVANTAGE.

C'EST POURQUOI **NOUS APPELONS** À UN REDOUBLEMENT DE VIGILANCE ET AU SOUTIEN, PAR TOUS LES MOYENS, DE NOTRE LUTTE, AFIN D'ÉVITER L'ESCALADE INTERVENTIONNISTE AMÉRICAINNE DANS NOTRE PAYS.



ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-NOUS

"EL SALVADOR LIBRE"	- 4 numéros	25 F
	-12 "	75 F
	-24 "	150 F
	-Abonnement de Solidarité: 200F, 300F etc.		

Libellez vos chèques au nom de F.D.R. et envoyez-les à "EL SALVADOR LIBRE"

60, rue J.J. Rousseau 75001-PARIS

LES CONVULSIONS DE LA JUNTE

Ces dernières semaines une violente polémique s'est ouverte au grand jour entre une partie du secteur privé regroupée en "Alliance Productive" et les dirigeants démocrates-chrétiens. Lors d'un "symposium" l'Alliance Productive a bruyamment attaqué la politique officielle inspirée par le Parti Démocrate Chrétien (PDC). Au même moment des délégations des divers secteurs capitalistes se rendaient aux Etats Unis pour convaincre l'Administration Reagan d'accepter de nouveau un membre de l'armée comme dirigeant du Salvador. La conspiration militaire pour renverser Duarte était en marche. Mais les Américains ne veulent de cela à aucun prix aujourd'hui et l'ambassadeur US, Deane R Hinton a du courrir en tous sens pour stopper un putsch du colonel Garcia. Reagan craint qu'untel changement n'accélère l'effondrement du pouvoir réactionnaire et qu'il n'aboutisse à isoler brutalement sa politique au Salvador. Son principal argument face au Congrès, à l'opinion publique nationale et internationale est qu'il soutient un gouvernement "réformiste modéré". L'expulsion du PDC lui ferait perdre l'appui, chaque jour plus timide, que lui apportent les gouvernements et les partis démocrates-chrétiens d'Amérique Latine et d'Europe, ne lui laissant pour seuls soutiens que des dictatures fascistes telles le Chili et l'Uruguay ou des alliés aussi peu recommandables qu'Israël et l'Afrique du Sud et quelques autres également discrédités de par le monde.

Hinton a donc renouvelé le soutien catégorique de son gouvernement à Duarte et au PDC et exhorté le secteur privé à le soutenir. Cependant l'ambassadeur négocie avec une fraction de ce secteur privé pour l'attribution de quelques ministères.

LE DESASTRE ECONOMIQUE

Le pays connaît une situation économique catastrophique. De l'aveu même de Hinton le Produit National baisse sensiblement (25 % de moins qu'en 78), l'investissement privé se tarit (moins 70 %), les importations s'effondrent (moins 55 %). L'Alliance Productive lors de son symposium a présenté un panorama catastrophique des réserves de change et du fonctionnement de l'industrie. Le chômage et la répression frappent durement les travailleurs.

ECHEC MILITAIRE

L'armée de la Junte a échoué dans chacune des spectaculaires et dispendieuses offensives qu'elle a lancées contre les bases de la guérilla. Chaque fois le commandement a annoncé que ses troupes avaient balayé les révolutionnaires mais celles-ci retournaient dans leurs casernes battues, décimées et démoralisées, alors que les forces révolutionnaires voient leur situation s'améliorer de jour en jour : victoires sur l'ennemi, moral élevé, récupération d'armes, expérience accrue, pertes en diminution. Tout cela, malgré l'aide massive des Etats-Unis et l'utilisation de gaz de combat mortels. Les américains ont encore dû livrer des hélicoptères pour remplacer ceux que la guérilla a détruit et transporter la fameuse Brigade Atlacatl qui devait être le plus beau fleuron de l'armée de la Junte mais qui dès les premiers engagements a déçu les espoirs que ses instructeurs avaient mis en elle. Incapables de s'imposer sur le strict terrain militaire les militaires frappent avec une sauvagerie qu'il devient impossible de décrire, les populations civiles désarmées, considérées comme le principal appui des forces révolutionnaires. Les masses Salvadoriennes portent donc tout le poids de la guerre en fournissant combattants, appui matériel de la guérilla et en subissant des massacres et des tortures massifs et incessants. Le 19 juillet, la guérilla a commencé une campagne de sabotage des installations électriques des routes et d'embuscades contre les troupes ennemies en mouvement, ordonnée par le Commandement du FMLN, elle a remporté de nombreux succès, conformément aux plans établis.

LA FARCE ELECTORALE

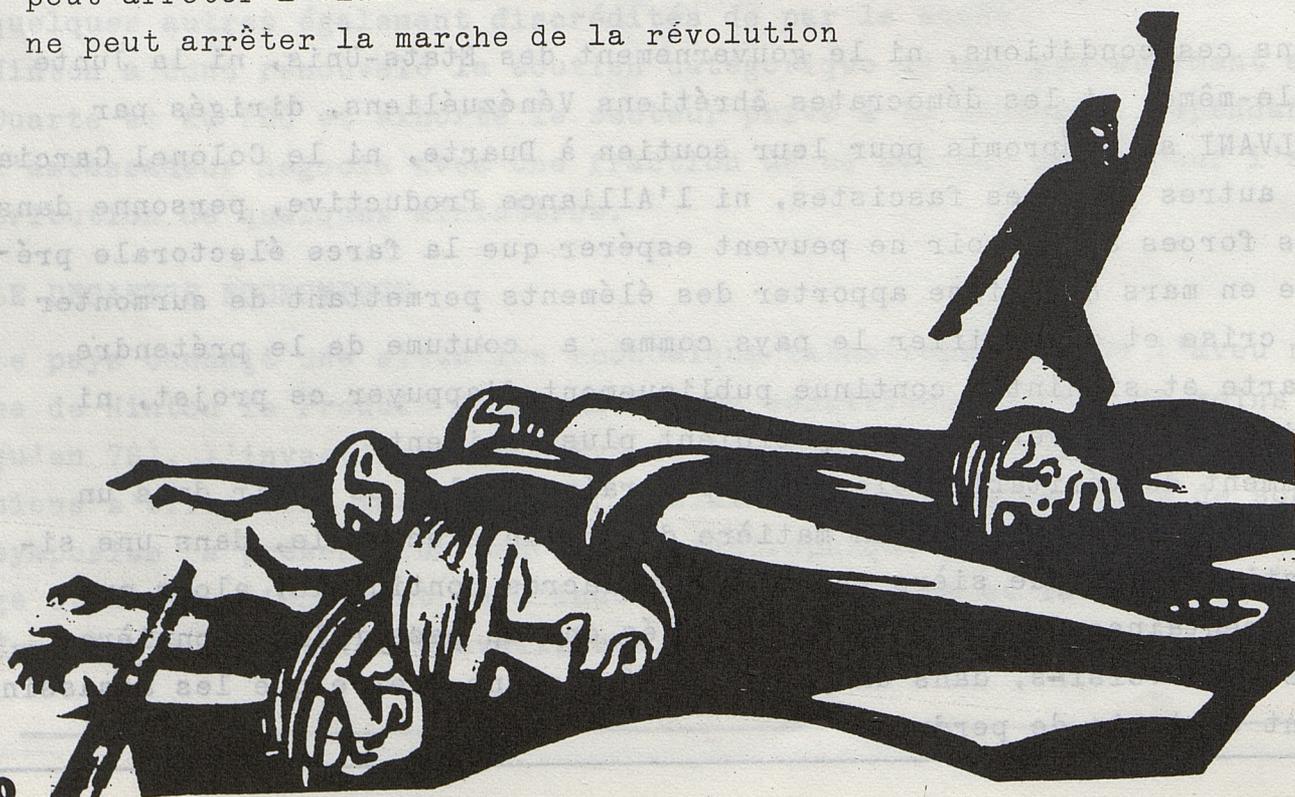
Dans ces conditions, ni le gouvernement des Etats-Unis, ni la Junte elle-même, ni les démocrates chrétiens Vénézuéliens, dirigés par CALVANI si compromis pour leur soutien à Duarte, ni le Colonel Garcia et autres gorilles fascistes, ni l'Alliance Productive, personne dans les forces au pouvoir ne peuvent espérer que la farce électorale prévue en mars 82 puisse apporter des éléments permettant de surmonter la crise et de pacifier le pays comme a coutume de le prétendre Duarte et si Hinton continue publiquement d'appuyer ce projet, ni lui ni son gouvernement n'y croient plus vraiment.

Comment de véritables élections pourraient-elles se tenir dans un pays au passé si lourd en matière de fraude électorale, dans une situation d'état de siège marqué de massacres continuels, alors que des centaines de milliers de réfugiés ont du passer les frontières des pays voisins, dans un pays secoué par une guerre que les assassins sont en train de perdre ?

MAGOUILLES DANS LE BAIN DE SANG

Seuls des transfuges des rangs démocratiques tels Duarte et ses acolytes ou des fascistes notoires du Parti de la Conciliation Nationale (PCN) peuvent encore faire semblant d'y croire. Ces derniers à la faveur des soubressauts politiques de ces dernières semaines ont pris part aux manoeuvres visant à chasser Duarte et se posent en alternative à la démocratie chrétienne. Malheureusement, d'autres encore tels la Mobilisation Démocratique Salvadorienne (MDS) dirigée par René Fortin Magana et Nelson Segovia, avocats connus liés à certains courants du secteur privé se prêtent à ces magouilles sanglantes et se compromettent dans des négociations avec le gouvernement US et la Junte, alors qu'à sa création la MDS se présentait sur des positions centristes, avançant des éléments qui allaient dans la bonne direction : dénonciation des élections, respect des libertés démocratiques et des droits de l'homme, solution politique négociée à la crise. D'autres encores, à Washington et à San Salvador caressent l'espoir de diviser le mouvement démocratique et révolutionnaire et d'amoindrir le soutien international dont il bénéficie de la part des Sociaux Sociaux-Démocrates Européens et Latino-Américains et carrément créer un pseudo parti social-démocrate pour concurrencer le MNR dirigé par Guillermo Ungo président du FDR.

Toutes ces manoeuvres minables seraient risibles si elles n'aboutissaient à prolonger encore les souffrances du peuple salvadorien. Alors que chaque jour qui passe nous rapproche de la victoire, rien ne peut diviser le mouvement démocratique et révolutionnaire, rien ne peut arrêter l'élan de la solidarité internationale et rien, enfin, ne peut arrêter la marche de la révolution



** Au Salvador la décapitation est devenue l'une des nouvelles méthodes de terreur. Cent cadavres ont été découverts ces derniers jours, la tête tranchée dans divers endroits du Salvador :

A Santiago Nonualco, 10 km à l'est de S. Salvador, 28 cadavres dans le canton Gualama, de Chapeltique, département de San Miguel, 1 cadavre, à la Pena de Usulután, 70 km à l'est de San Salvador 4 cadavres aux alentours de la capitale salvadorienne, 41 cadavres.....

** Huit réfugiés ont été enlevés et torturés par la police hondurienne. Parmi les personnes enlevées se trouvent trois enfants de huit mois, cinq et huit ans.

** De nouveaux hélicoptères seront livrés par les Etats Unis pour remplacer les dix appareils qui après un mois de leur arrivée ont été endommagés au cours des combats qui se sont déroulés avec les forces du FMLN. Une équipe de techniciens nord-américains est partie au même temps pour assembler les hélicoptères et pour assurer l'assistance technique des forces armées salvadoriennes. Trente sept conseillers américains se trouvent au Salvador et participent à des opérations contre la guérilla.

** Francisco Eliseo Ruiz, représentant du comité d'unité syndicale du Salvador a déclaré que le mouvement syndical de son pays, a récemment décidé de poursuivre trois objectifs fondamentaux : incorporer la base des travailleurs aux comités populaires, comme base d'appui logistique du Front Farabundo Martí pour la Libération nationale, organiser les travailleurs affectés par la fermeture accélérée des usines et de chercher l'appui solidaire de la classe ouvrière des Etats Unis.

** Les activités d'harcelement contre des effectifs du régime militaire démocrate-chrétien du Salvador se sont ~~déroulés~~ intensifiées au cours des derniers jours dans plusieurs localités du pays. Les forces du FMLN ont mis des obstacles pour le trafic de véhicules sur la route panaméricaine et le littoral à l'Est de San Salvador. Par ailleurs, des violents combats se sont déroulés entre les révolutionnaires et l'armée dans les environs de la localité de Jucuarán, à 130 km à l'Est de San Salvador

** L'éclatement de trois puissantes bombes a plongé en partie la capitale salvadorienne dans l'obscurité et le patrouillage a été renforcé aux différents quartiers de la ville.

** Bilan d'une semaine d'assassinats :

Le Secours Juridique de l'Archevêque salvadorien a publié un bilan des assassinats au Salvador pour la semaine du 22 au 28 août. Près de 200 personnes ont été tuées, souvent après avoir été mutilées, torturées et violées. L'organisme catholique, qui fournit une assistance juridique aux victimes de la répression, estime que les quatre cinquièmes de ces assassinats sont les fait de " bandes paramilitaires".



VENCEREMOS!

Imp. Rotographie
Tél: 859 0031